



## **DUNLOPILLO.**

# **OÙ SONT PASSÉS LES FONDS PUBLICS?**

Le 13 février 2015, en pleine campagne électorale, Pierre Bédier et Eric Roulot - tous deux candidats - annonçaient triomphalement un protocole d'accord « pour maintenir l'activité industrielle et les emplois de l'entreprise Dunlopillo à Limay et à Porcheville ».



**DUNLOPILLO. 316 EMPLOIS SAUVÉS ?  
POUR COMBIEN DE TEMPS ?**

Voir en pages 2 & 3



Mai 2015. Le journal des communistes de Mantes-la-Jolie

A la clef, 10 millions d'euros de fonds publics!

Depuis, il s'est passé un an. Le propriétaire de Dunlopillo, le groupe Cauval, a été placé en redressement judiciaire et, déjà, les groupes privés prédateurs sont sur les rangs pour dépecer ce qui peut l'être encore.

## **OÙ SONT PASSÉS LES FONDS PUBLICS?**

En 2015, le groupe a ainsi perçu 6 millions d'euros pour le rachat par le département des Yvelines des terrains de Mantes-la-Jolie (le même département prenant à sa charge la dépollution des terrains estimée à 500.000 euros) mais aussi, indirectement, l'achat (toujours par le département) d'un site à Porcheville que Cauval refusait d'acheter lui-même (3,5 millions d'euros).

Un an après cet « accord historique », le groupe Cauval a été mis en redressement judiciaire.

==> En 2012, il a perçu 8 millions d'euros de l'assurance après l'incendie de l'entreprise. En 2015, il a perçu 6 millions d'euros pour l'achat des terrains de Mantes-la-Jolie et, ... en novembre, il ouvrait une deuxième usine en Chine (en joint-venture).

===> Le groupe s'était engagé à construire, fin 2016, un bâtiment neuf de 3.500 m2 accueillant plus de 200 salariés à Limay, il devait aussi louer le site de Porcheville (acquis par le département) ...

**Non seulement il n'en a rien fait mais il doit aujourd'hui 55 millions d'euros de cotisations sociales (qu'il a pourtant prélevées sur la paie des salariés).**

## **L'ILLUSION D'ÉVENTUELS REPRENEURS**

Qu'à cela ne tienne, le groupe Cauval annonce maintenant que dix repreneurs se bousculent: du groupe Aquinos (qui se verrait bien approvisionner Cauval en matière première) au fonds d'investissement Perceva (Traiteur Dalloyeau, Monceau-Flours, lingerie Variance et Lou) en passant par le groupe Steinhoff (Conforama).

**La proposition présentée la plus avantageuse est ... de licencier 25% du personnel du Cauval!**

Et encore, à condition que de nouveaux fonds publics leur soient alloués ... avant qu'ils ne repartent vers « d'autres aventures industrielles »?

## **UN AUDIT SUR L'UTILISATION DES FONDS PUBLICS**

Soit les pouvoirs publics (Gouvernement avec le Crédit-Impôt-Compétitivité - non rendu public pour le groupe, le Département des Yvelines avec déjà 10 millions d'euros) continuent de financer la casse sans jamais demander aucun compte soit ils s'engagent réellement dans la défense des emplois et des salariés.

